

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2002 — 3479

[C — 2002/29465]

**4 SEPTEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'exécution de l'accord de coopération relatif à la coordination et à la gestion des aides octroyées par la Commission européenne dans le domaine des ressources humaines et à la création de l'Agence Fonds social européen, conclu à Bruxelles le 2 septembre 1998 entre le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale approuvé par décret du Conseil de la Communauté française du 5 mai 1999**

Le Gouvernement,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 140;

Vu le décret du 5 mai 1999 portant approbation de l'accord de coopération relatif à la coordination et à la gestion des aides octroyées par la Commission européenne dans le domaine des ressources humaines et à la création de l'Agence Fonds Social Européen, conclu à Bruxelles le 2 septembre 1998 entre le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés le 21 février 2001 et le 11 juillet 2001;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget et la Fonction publique dans ses attributions, donné le 12 juillet 2001;

Vu l'avis conforme du Gouvernement de la Région wallonne, donné le 17 janvier 2002;

Vu l'avis conforme du Collège de la Commission communautaire française, donné le 25 octobre 2001;

Vu le protocole de négociation n° 257 du 22 mars 2002 du Comité de secteur XVII;

Vu la délibération du Gouvernement, le 6 décembre 2001, sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 18 juillet 2002, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre-Président et du Ministre ayant le Budget et la Fonction publique dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions**

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté on entend par :

1° accord : l'accord de coopération relatif à la coordination et à la gestion des aides octroyées par la Commission européenne dans le domaine des ressources humaines et à la création de l'Agence Fonds Social Européen, conclu à Bruxelles le 2 septembre 1998 entre le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale et approuvé par décret du Conseil de la Communauté française du 5 mai 1999;

2° Agence : l'Agence Fonds Social Européen visée au chapitre II de l'accord de coopération, créée sous la forme d'un service à gestion séparée au sein des services du Gouvernement de la Communauté française, appelée à se substituer à la Cellule Fonds Social Européen et chargée de participer à la préparation et d'assurer l'animation, la gestion administrative et comptable, le suivi, le contrôle et l'évaluation des programmes et actions visés aux articles 3 et 4 de l'accord de coopération;

3° Comité de gestion : l'organe qui exerce la direction opérationnelle de l'Agence, en vertu de l'article 12 de l'accord.

**CHAPITRE II. — Organisation et gestion**

**Art. 2.** L'Agence comprend au moins trois sections. Une section est chargée de la gestion des projets introduits dans le cadre des programmes et actions visés aux articles 3 et 4 de l'accord. Une autre section est chargée du contrôle de ces projets. Une troisième section est chargée de l'animation et du développement thématique.

Chaque section est placée sous l'autorité d'un directeur – adjoint.

Le personnel de l'Agence est réparti par le Comité de Gestion sur proposition du directeur de l'Agence.

**Art. 3.** Le Gouvernement de la Communauté française désigne le directeur et trois directeurs adjoints, après avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège de la Commission communautaire française.

Le directeur est désigné parmi les agents définitifs titulaires d'un grade de promotion du niveau 1 au sein des Services du Gouvernement de la Communauté française et parmi les agents définitifs titulaires d'un grade de promotion du niveau 1 au sein des Services du Gouvernement de la Région wallonne et du Collège de la Commission communautaire française chargés de mission au sein de l'Agence.

Les directeurs adjoints sont désignés parmi les agents visés à l'article 14 du présent arrêté. Dans le cas où le directeur adjoint désigné serait membre du personnel contractuel, ce dernier bénéficie d'un rang équivalent au premier grade de promotion de niveau 1.

Le directeur de l'Agence exécute les décisions du Comité de gestion. Il donne à ce dernier toute information et soumet toutes les propositions utiles au bon fonctionnement de l'Agence.

Il assure sous le contrôle du Comité de gestion, la gestion journalière de l'Agence, dans le respect de la réglementation en vigueur en matière de délégations de compétence et de signature au sein des Services du Gouvernement de la Communauté française..

Il assiste aux réunions du Comité de gestion avec voix consultative.

**Art. 4.** § 1 : Après décision du Comité de gestion et sur instruction de son président, conformément à l'article 16, § 2 de l'accord de coopération, le directeur est habilité à transférer aux différents bénéficiaires les montants des subventions de l'Union européenne, selon les modalités prévues par le règlement d'ordre intérieur dudit Comité visé à l'article 15, § 1 de l'accord de coopération.

§ 2 : Le Gouvernement instaure les délégations nécessaires en matière de passation de marchés.

### CHAPITRE III. — *Du budget et des comptes de l'Agence*

#### **Art. 5.**

Le budget de l'Agence distingue les recettes :

1° relatives aux programmes européens;

2° relatives au fonctionnement de l'Agence;

3° relatives aux produits financiers des comptes spécifiques ouverts pour réceptionner les subventions de la Commission européenne.

Le budget distingue les recettes relatives au fonctionnement de l'Agence selon leur origine.

Le budget de l'Agence ventile les dépenses en

1° frais de personnel;

2° frais de fonctionnement;

3° frais d'acquisitions;

4° frais d'évaluation;

5° frais divers.

**Art. 6.** Le budget de l'Agence est divisé en trois parties :

1° les opérations courantes;

2° les opérations en capital;

3° les opérations pour ordre.

La distinction recettes-dépenses se fait au sein de chaque partie.

**Art. 7.** § 1 : Les dépenses ne peuvent être effectuées que dans les limites des recettes et des crédits limitatifs votés.

§ 2 : Les reports sont autorisés. Toutefois, ils sont limités à la durée de chaque programme européen concerné.

**Art. 8.** Les comptes sont présentés conformément aux modalités fixées par le Comité de gestion.

Ils comportent en tout cas :

a) un compte d'exécution du budget;

b) un relevé de la situation active et passive de l'Agence;

c) un compte de variation du patrimoine accompagné d'un inventaire du patrimoine;

d) un compte de trésorerie établissant la concordance entre le résultat budgétaire et le résultat de trésorerie.

**Art. 9.** Dès le début d'un exercice, les moyens financiers disponibles à l'expiration de l'exercice précédent, peuvent être utilisés.

**Art. 10.** Le Gouvernement, sur proposition du Comité de Gestion, désigne deux comptables de l'Agence, justiciables de la Cour des Comptes.

L'un est chargé de la gestion comptable des recettes et des dépenses relatives aux programmes européens et aux produits financiers de ceux-ci.

L'autre est chargé de la gestion comptable des autres recettes et dépenses du budget.

**Art. 11.** Dans le cadre de la gestion des programmes visés aux articles 3 et 4 de l'accord de coopération, l'Agence est chargée de gérer des comptes bancaires spécifiques ouverts auprès du Caissier de la Communauté française, en conformité avec la réglementation européenne, sous la direction opérationnelle du Comité de gestion. Les intérêts créditeurs de ces comptes sont également gérés par l'Agence au moyen d'un compte bancaire spécifique sous l'autorité du Comité de gestion.

Le Comité de Gestion décide de l'affectation des produits financiers découlant de la gestion des comptes spécifiques ouverts par l'Agence pour gérer les fonds versés par l'Union Européenne.

**Art. 12.** Les opérations de l'Agence font l'objet d'un contrôle conformément aux dispositions en vigueur au sein de la Communauté française relatives au contrôle administratif et budgétaire. Elles font également l'objet du contrôle confié à la cellule d'audit de l'Inspection des Finances mise en place par contrat d'administration entre le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française, d'une part, et le Corps de l'Inspection des Finances, d'autre part, pour l'exécution d'une mission d'audit des systèmes de gestion et de contrôle des programmes cofinancés par les Fonds structurels européens du 7 septembre 1998 et son avenant du 21 décembre 2000.

**Art. 13.** La Cour des Comptes peut contrôler la comptabilité sur place; elle peut se faire fournir, en tout temps, tous documents justificatifs, états, renseignements et éclaircissements relatifs aux recettes et aux dépenses, ainsi qu'aux avoirs et aux dettes de l'Agence.

CHAPITRE IV. — *Du personnel de l'Agence*

**Art. 14.** Le personnel de l'Agence est composé :

- d'agents et de membres du personnel contractuel des services du Gouvernement de la Communauté française;
- de membres du personnel contractuel engagés dans le cadre de l'exécution des programmes européens, conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 1998 fixant la liste des tâches auxiliaires et spécifiques pour le Ministère de la Communauté française;
- d'agents des Services du Gouvernement wallon et du Collège de la Commission communautaire française chargés de missions au sein de l'Agence.

CHAPITRE V. — *Du patrimoine de l'Agence*

**Art. 15.** Un inventaire reprenant la liste des biens affectés à l'exercice des missions de l'Agence est établi par le Gouvernement de la Communauté française dans le mois qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Les biens inventoriés et ceux acquis par l'Agence pendant la durée de l'accord de coopération dans le cadre de son budget sont la propriété exclusive de la Communauté française.

CHAPITRE VI. — *Dispositions abrogatoires et finales*

**Art. 16.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 fixant les modalités d'exécution du décret de la Communauté française du 5 mai 1999 portant approbation de l'accord de coopération relatif à la coordination et à la gestion des aides octroyées par la Commission Européenne dans le domaine des ressources humaines et à la création d'une « agence fonds social européen » est abrogé.

**Art. 17.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 18.** Le Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 septembre 2002.

Le Ministre-Président,

H. HASQUIN

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Culture et des Sports,

R. DEMOTTE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 3479

[C — 2002/29465]

**4 SEPTEMBER 2002.** — **Besluit van de Franse Gemeenschapsregering tot vaststelling van de uitvoeringswijzen van het samenwerkingsakkoord betreffende de coördinatie en het beheer van de door de Europese Commissie verleende steun inzake human resources en betreffende de oprichting van het Agentschap Europees Sociaal Fonds, gesloten te Brussel op 2 september 1998 tussen de Waalse Regering, de Franse Gemeenschapsregering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, goedgekeurd bij decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999**

De Regering,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 140;

Gelet op het decreet van 5 mei 1999 tot goedkeuring van het samenwerkingsakkoord betreffende de coördinatie en het beheer van de door de Europese Commissie verleende steun inzake human resources en betreffende de oprichting van het Agentschap Europees Sociaal Fonds, gesloten te Brussel op 2 september 1998 tussen de Waalse Regering, de Franse Gemeenschapsregering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de adviezen van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 februari 2001 en 11 juli 2001;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting en Openbaar Ambt, gegeven op 12 juli 2001;

Gelet op het eensluidend advies van de Waalse Gewestregering, gegeven op 17 januari 2002;

Gelet op het eensluidend advies van het College van de Franse Gemeenschapcommissie, gegeven op 25 oktober 2001;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 257 van 22 maart 2002 van Sectorcomité XVII;

Gelet op de beraadslaging van de Regering op 6 december 2001 over het verzoek om advies dat de Raad van State moet uitbrengen binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 18 juli 2002, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de minister-president en van de minister van Begroting en Openbaar Ambt;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

**Artikel 1.** In dit decreet verstaat men onder :

1° akkoord : het samenwerkingsakkoord betreffende de coördinatie en het beheer van de door de Europese Commissie verleende steun inzake human resources en betreffende de oprichting van het Agentschap Europees Sociaal Fonds, gesloten te Brussel op 2 september 1998 tussen de Waalse Regering, de Franse Gemeenschapsregering en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en goedgekeurd bij decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999;

2° Agentschap : het Agentschap Europees Sociaal Fonds bedoeld in hoofdstuk II van het samenwerkingsakkoord, opgericht onder de vorm van een dienst met afzonderlijk beheer binnen de diensten van de Franse Gemeenschapsregering, ter vervanging van de Cel Europees Sociaal Fonds, met als opdracht mee te werken aan de voorbereiding en in te staan voor de animatie, het administratief en boekhoudkundig beheer, de opvolging, het toezicht en de evaluatie van de programma's en acties bedoeld in artikelen 3 en 4 van het samenwerkingsakkoord;

3° Beheerscomité : het orgaan dat de operationele leiding heeft over het Agentschap, krachtens artikel 12 van het akkoord.

#### HOOFDSTUK II. — *Organisatie en beheer*

**Art. 2.** Het Agentschap bestaat minstens uit drie afdelingen. Een afdeling staat in voor het beheer van de projecten ingediend in het raam van de programma's en acties bedoeld in artikelen 3 en 4 van het akkoord. Een andere afdeling is belast met het toezicht op deze projecten. Een derde afdeling zorgt voor de animatie en de thematische ontwikkeling.

Iedere afdeling staat onder leiding van een adjunct-directeur.

Het personeel van het Agentschap wordt verdeeld door het Beheerscomité op de voordracht van de directeur van het Agentschap.

**Art. 3.** De Franse Gemeenschapsregering benoemt de directeur en drie adjunct-directeurs, na eensluidend advies van de Waalse Regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

De directeur wordt aangesteld onder de vast benoemde ambtenaren die houder zijn van een bevorderingsgraad van niveau 1 binnen de diensten van de Franse Gemeenschapsregering en onder de vast benoemde ambtenaren die houder zijn van een bevorderingsgraad van niveau 1 binnen de diensten van de Waalse Gewestregering en van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, opdrachthouders binnen het Agentschap.

De adjunct-directeurs worden aangesteld onder de ambtenaren bedoeld in artikel 14 van dit besluit. Ingeval de aangestelde adjunct-directeur lid zou zijn van het contractueel personeel, krijgt laatstgenoemde een rang die gelijk staat met de eerste bevorderingsgraad van niveau 1.

De directeur van het Agentschap voert de beslissingen van het Beheerscomité uit. Hij verschaft dit Comité alle informatie en legt het alle voorstellen voor die nuttig zijn voor de goede werking van het Agentschap.

Hij staat, onder toezicht van het Beheerscomité, in voor de dagelijkse leiding van het Agentschap, de geldende regelgeving inzake delegatie van bevoegdheid en ondertekening binnen de Diensten van de Franse Gemeenschapsregering indachtig.

Hij woont de vergaderingen van het Beheerscomité bij met raadgevende stem.

**Art. 4.** § 1. Na beslissing van het Beheerscomité en in opdracht van zijn voorzitter, overeenkomstig artikel 16, § 2, van het samenwerkingsakkoord, mag de directeur aan de verschillende begunstigden de bedragen van de toelagen van de Europese Unie overdragen, volgens de wijzen voorzien in het huishoudelijk reglement van dit Comité, bedoeld in artikel 15, § 1, van het samenwerkingsakkoord.

§ 2. De Regering voert de nodige volmachten in voor de gunning van opdrachten.

#### HOOFDSTUK III. — *Budget en rekeningen van het Agentschap*

**Art. 5.** Het budget van het Agentschap maakt een onderscheid in de volgende inkomsten :

1° deze met betrekking tot de Europese programma's;

2° deze met betrekking tot de werking van het Agentschap;

3° deze met betrekking tot de financiële opbrengsten van de specifieke rekeningen die zijn geopend om de toelagen van de Europese Commissie te ontvangen.

In het budget worden een onderscheid gemaakt in de inkomsten voor de werking van het Agentschap op grond van herkomst.

Het budget van het Agentschap verdeelt de uitgaven in

1° personeelskosten;

2° werkingskosten;

3° aankoopkosten;

4° evaluatiekosten;

5° diverse onkosten.

**Art. 6.** Het budget van het Agentschap wordt onderverdeeld in drie delen :

1° de lopende verrichtingen;

2° de kapitaalverrichtingen;

3° de verrichtingen voor orders.

Het onderscheid inkomsten-uitgaven wordt gemaakt in ieder deel.

**Art. 7.** § 1. Uitgaven mogen slechts worden gedaan binnen de perken van de inkomsten en de gestemde beperkende kredieten.

§ 2. Overdrachten zijn toegelaten. Ze zijn evenwel beperkt tot de duur van ieder desbetreffend Europees programma.

**Art. 8.** De rekeningen worden voorgelegd volgens de wijzen bepaald door het Beheerscomité.

Ze omvatten minstens :

- a) een rekening met betrekking tot de uitvoering van het budget;
- b) een staat van de activa en passiva van het Agentschap;
- c) een rekening over de wijziging van het patrimonium alsook een inventaris van het patrimonium;
- d) een rekening van de financiën die de overeenstemming aantoont tussen het begrotingsresultaat en het resultaat van de financiën.

**Art. 9.** Vanaf het begin van een boekjaar mogen de financiële middelen die beschikbaar waren op het einde van het vorig boekjaar gebruikt worden.

**Art. 10.** Op voorstel van het Beheerscomité duidt de Regering twee rekenplichtigen aan voor het Agentschap die vallen onder het Rekenhof.

De ene is belast met het boekhoudkundig beheer van de inkomsten en uitgaven met betrekking tot de Europese programma's en de financiële opbrengsten hiervan.

De andere staat in voor het boekhoudkundig beheer van de andere inkomsten en uitgaven van het budget.

**Art. 11.** In het raam van het beheer van de programma's bedoeld in artikelen 3 en 4 van het samenwerkingsakkoord, is het Agentschap belast met het beheer van specifieke bankrekeningen die zijn geopend bij de Kashouder van de Franse Gemeenschap, in overeenstemming met de Europese regelgeving, onder de operationele leiding van het Beheerscomité. De creditinteressen van deze rekeningen worden eveneens beheerd door het Agentschap via een specifieke bankrekening en dit onder toezicht van het Beheerscomité.

Het Beheerscomité beslist over de aanwending van de financiële opbrengsten die voortvloeien uit het beheer van de specifieke rekeningen die zijn geopend door het Agentschap om de gelden die zijn gestort door de Europese Unie te beheren.

**Art. 12.** De verrichtingen van het Agentschap worden gecontroleerd overeenkomstig de geldende bepalingen binnen de Franse Gemeenschap inzake het administratief en budgettair toezicht. Ze worden tevens gecontroleerd door de auditcel van de Inspectie van Financiën ingesteld via bestuurscontract tussen de Waalse Regering en de Franse Gemeenschapsregering, enerzijds, en het Korps van de Inspectie van Financiën, anderzijds, voor de uitvoering van een audit van de beheers- en controlesystemen van de programma's die worden gefinancierd door de Europese structuurfondsen van 7 september 1998 en zijn aanhangsel van 21 december 2000.

**Art. 13.** Het Rekenhof mag de boekhouding ter plaatse controleren. Zij mag ten alle tijde alle bewijsstukken, staten, inlichtingen en toelichtingen vragen met betrekking tot de inkomsten en uitgaven, alsook met betrekking tot het vermogen en de schulden van het Agentschap.

#### HOOFDSTUK IV. — *Personeel van het Agentschap*

**Art. 14.** Het personeel van het Agentschap bestaat uit :

ambtenaren en leden van het contractueel personeel van de diensten van de Franse Gemeenschapsregering;

leden van het contractueel personeel aangesteld in het raam van de uitvoering van de Europese programma's, overeenkomstig het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 16 september 1998 tot vaststelling van de lijst van specifieke en hulptaken voor het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

ambtenaren van de Diensten van de Waalse Regering en van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, opdrachthouders binnen het Agentschap.

#### HOOFDSTUK V. — *Patrimonium van het Agentschap*

**Art. 15.** De Franse Gemeenschapsregering stelt binnen de maand volgend op de inwerkingtreding van dit besluit een lijst op van de goederen die worden gebruikt voor het vervullen van de opdrachten van het Agentschap.

De geïnventariseerde goederen en diegene die het Agentschap aankoopt tijdens de duur van het samenwerkingsakkoord in het raam van zijn budget behoren tot de exclusieve eigendom van de Franse Gemeenschap.

#### HOOFDSTUK VI. — *Opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 16.** Het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 11 juni 1999 tot bepaling van de wijzen voor de uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999 houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord betreffende de coördinatie en het beheer van de door de Europese Commissie verleende steun inzake human resources en betreffende de oprichting van het Agentschap Europees Sociaal Fonds, wordt opgeheven.

**Art. 17.** Dit besluit treedt in werking op de dag dat het in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt.

**Art. 18.** De minister-president is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 september 2002.

De Minister-President,  
H. HASQUIN

De Minister van Begroting, Openbaar Ambt, Cultuur en Sport,  
R. DEMOTTE